

REVUE DE LA PRESSE

Internationale

ET C'EST REPARTI DANS L'ENTHOUSIASME

Un des moments les plus dramatiques de la dix-huitième session du Conseil national palestinien à Alger, ce fut, mercredi dernier, quand, durant un après-midi particulièrement aride consacré à des questions de procédure et à des congratulations fraternelles, Yasser Arafat s'est soudainement dressé de sa place à la table en fer à cheval située au fond de la salle de conférence pour annoncer les détails d'une attaque israélienne menée quelques heures plus tôt contre le camp de réfugiés de Ayn al-Héloué au Sud-Liban.

L'intervention de Y. Arafat — se dressant tendu, semblable à un faucon, les yeux encapuchonnés dans son keffiyeh à carreaux, la main gauche pointant le microphone devant lui comme une arme et la droite gesticulant avec colère tandis qu'il décrivait les vedettes israéliennes au large et les chasseurs dans le ciel — a envoyé comme une décharge d'électricité à l'ensemble des délégués au Conseil, leur rappelant, s'il en était besoin, quel était l'enjeu de leurs discussions.

Le CNP, la plus haute instance poli-

tique des quatre à cinq millions de Palestiniens dispersés, a été considéré comme une réussite totale. La réunification des factions brouillées, l'abrogation formelle de l'accord controversé avec la Jordanie, un pas prudent vers une plus grande démocratisation au sein de l'OLP, tout paraît avoir renforcé un mouvement qui vient juste de traverser une des périodes les plus difficiles qu'il ait connues au cours de ses vingt années d'existence.

La légendaire capacité de manœuvre que déploie Arafat lorsqu'il a le dos au mur a été de nouveau démontrée : il s'est assuré du retour au sein de l'OLP du Front populaire, le mouvement radical du Dr Georges Habache en acceptant de dénoncer l'accord d'Amman, lequel était, de quelque façon qu'on l'ait envisagé, déjà mort.

Il a promis de mettre en veilleuse les relations avec l'Égypte à cause du traité de paix qui la lie à Israël, mais il réussira probablement — et cela malgré une altercation de dernière minute avec les tenants de la ligne dure — à maintenir ses bonnes relations avec Le Caire. Arafat, une fois encore, a dit oui et non en un même souffle — et il s'en est sorti.

Les bénéfices à court terme sont évidents. *« Je crois que l'OLP a démontré qu'elle est un facteur viable et capable de survivre à des pressions très importantes »*, a déclaré Jamil Hilal, du petit mais influent Front démocratique de libération de la Palestine. *« Je crois que ce à quoi nous sommes parvenus ici forcera les autres à considérer plus attentivement l'OLP et ce qu'elle représente. Je crois que nous avons entamé la longue ascension. »*

La réunification, forgée loin des médias, derrière des portes closes, avant que la session ne s'ouvre dans le gigantesque centre de congrès du Club des Pins dans la banlieue d'Alger, signifie que Arafat a réduit à néant le Front de salut national créé par les Syriens et l'argument du régime de Damas selon lequel le mouvement qu'il préside n'est pas représentatif des Palestiniens.

Il est encore trop tôt pour dire si le président Assad — dont les alliés chiites d'Amal au Liban ont fait plus que quiconque pour paver la voie à l'unité de l'OLP en assiégeant les camps de réfugiés palestiniens du sud de Beyrouth pendant sept mois — sera maintenant prêt à modifier ses positions à l'encontre de Arafat. Il serait véritablement inconsideré de la part du dirigeant syrien de faire semblant d'ignorer ce qui s'est produit là.

On ne peut encore évaluer avec précision de quelle façon cette nouvelle unité retrouvée se répercutera sur la position de l'OLP dans le monde arabe. Les mots soigneusement pesés des résolutions du CNP sur la Jordanie, l'Égypte et la Syrie étaient conçus de façon à parer à tout risque sérieux provenant de ces pays clés, mais dans chacun des cas les portes sont restées juste assez entrebâillées pour éviter une rupture totale dans le futur.

Et tout dépend de la façon dont les alignements vont se former dans les semaines à venir. Un réchauffement avec Damas signifiera une colère au Caire, et vice versa. Encore peut-il y avoir des surprises : les « Arabes de l'Amérique » — sobriquet par lequel sont désignés le roi

Hussein, le président Mubarak et le roi Hassan II du Maroc dans le jargon des Palestiniens radicaux — pourraient décider qu'ils en ont assez et tourner le dos à la cause.

Toujours est-il que, pour l'instant, les Palestiniens restent confiants. *« A chaque fois que Arafat se rendait en Arabie saoudite au cours des quatre dernières années, la première question qu'ils lui posaient était quelle était la date de son retour »*, s'esclaffe un vétéran du Fath. *« Avant cette session du CNP, les Américains disaient toujours : " Qui représente les Palestiniens, Arafat ou les groupes de Damas ? " Maintenant la réponse est claire. »*

L'approbation par toutes les composantes de l'OLP — mis à part les « salvateurs » bien désunis et les psychopathes politiques qui abritent toujours leur importance en Syrie — des conditions d'une participation indépendante à une conférence de paix internationale est une chose importante. Le fait qu'il n'y aura presque certainement pas de pareille conférence dans l'immédiat n'enlève rien à l'importance de l'unanimité qui s'est dégagée autour de la résolution.

Pour quelques-uns, l'euphorie de la session du CNP n'aura été troublée que par la lancinante interrogation de savoir si un sens suffisant des réalités avait pu pénétrer dans les salles et les couloirs bondés et enfumés du Club des Pins.

Il y a eu énormément d'évocations emphatiques de la lutte. La dix-huitième session elle-même était baptisée « session de la résistance des camps et des masses dans la patrie occupée », mais il y avait également ceux qui, comme Abd el Jawad Saleh, un maire de Cisjordanie déporté depuis une décennie, se plaignaient de l'absence d'une stratégie cohérente pour plus d'un million de Palestiniens vivant toujours sous occupation israélienne.

Nombreux sont ceux qui attendent maintenant beaucoup d'un nouveau consensus arabe. On parle sans trêve de rapprochements et de réconciliations : entre la Syrie et l'Irak, le Maroc et l'Al-

gérie, et d'autres possibilités fantastiques ; des navettes incessantes des diplomates saoudiens et des responsables de la Ligue arabe en vue d'organiser un nouveau sommet arabe à l'automne ; d'une nouvelle rencontre entre Reagan et Gorbatchev et des efforts renouvelés en vue de la tenue d'une conférence internationale.

Pour l'instant cependant, les perspectives sont loin d'être bonnes. Les États-Unis et l'Europe ne se réjouiront pas du prix que Arafat a dû payer pour le resserrement des rangs. Rares sont les dirigeants qui à l'ouest de Suez peuvent se réjouir de voir le Dr Habache remonter en selle, et un fauteuil réservé — une nouvelle fois — au Comité exécutif de l'OLP au sinistre Aboul Abbas, le responsable du forfait de l'*Achille-Lauro*.

Dans les petites heures du dimanche matin, quand la tension nerveuse du dernier jour a ouvert la voie à la reprise en chœur de « *Biladi, Biladi* », l'hymne de l'OLP, on pouvait ressentir une réelle jubilation dans la salle. Arafat, porté par le succès et l'unité retrouvée, entonnait les serments de l'attachement à la lutte de son podium pavoisé aux couleurs du drapeau. « *Les montagnes ne seront jamais balayées par le vent* », hurlait-il dans le micro. « *Révolution, révolution jusqu'à la victoire, jusqu'à la victoire.* » La vision de la Palestine a été renforcée, mais, en réalité, il restera un long chemin à parcourir pour y parvenir en partant d'Alger.

Ian BLACK
The Guardian Weekly, 3 mai 1987.

CETTE TERRE, À QUI APPARTIENT-ELLE ?

« *Nous ne voulons pas être des conquérants* », dit Shmuel Goren, coordinateur du ministère israélien de la défense pour les territoires occupés. La plupart de ses concitoyens partagent sans doute ce sentiment. Mais, pays de 3,5 millions de Juifs et 740 000 non-Juifs qui a conquis le quart de son territoire actuel par la guerre

en 1967, et qui depuis administre par la force 1,4 million d'Arabes palestiniens, Israël demeure un conquérant. En six jours de combats seulement, Israël avait occupé 2 270 miles carrés de terres sur la rive occidentale du Jourdain, les hauteurs du Golan et la portion de côte méditerranéenne connue sous le nom de bande de Gaza. Alors que les Israéliens s'apprêtaient, la semaine dernière, à célébrer le vingtième anniversaire de la guerre des Six Jours, ils semblaient plus déterminés que jamais à s'accrocher à la Cisjordanie.

Pour certains, en Israël, l'enjeu est avant tout d'ordre religieux : l'accomplissement du don de la Judée et de la Samarie que Dieu a fait aux Juifs en tant que Son peuple élu. Cependant, pour une majorité d'Israéliens, la justification de cette possession continue de la Cisjordanie est la peur. Avant 1967, les troupes égyptiennes stationnaient à 35 miles de Tel-Aviv ; aujourd'hui, Israël est protégé par un traité de paix avec l'Égypte, et une large étendue de désert l'en sépare. Avant 1967, les centres de peuplement d'Israël étaient à portée de fusil des troupes jordaniennes ; aujourd'hui, 40 miles de désert et un fleuve séparent la Jordanie de la plupart des Israéliens. Avant 1967, une grande partie du nord d'Israël était exposée aux tirs syriens en provenance des hauteurs du Golan ; aujourd'hui, Israël contrôle ce plateau stratégique qu'il a d'ailleurs formellement annexé.

En échange de la paix, Israël a accepté en 1979 de restituer le Sinaï conquis à l'Égypte. Mais rares sont les Israéliens disposés à se dessaisir d'une partie des autres territoires occupés. Les experts israéliens de la défense insisteraient pour conserver au minimum le contrôle de la vallée du Jourdain, de la chaîne de collines constituant l'épine dorsale de la Cisjordanie, et surtout des hauteurs du Golan. Affirmant qu'un compromis est maintenant possible, certains Israéliens font remarquer que leur pays ne court plus le risque d'un anéantissement imminent et qu'il peut supporter des concessions pour obtenir la paix.